

RYN74 RIO BRE 020701 120000 0000
 Brésil-euro-2002, PREV
 Le real vit la crise des sept ans
 (Par Claire de Oliveira)

RIO DE JANEIRO, 29 juin (AFP) - Après avoir connu de juillet 1994 -- date son lancement -- à 1996, une véritable lune de miel marquée par une frénésie de la consommation, le real brésilien vit aujourd'hui la crise des sept ans et il ne reste qu'un seul consensus sur ses bienfaits : avoir mis fin à l'hyper-inflation.

Durant la première phase du real, surévalué de 80% par rapport au dollar, le gouvernement a célébré les nouvelles habitudes de consommation des Brésiliens : "Les plus pauvres mangent désormais du poulet et des yaourts et ils connaissent même un luxe : le dentier", déclarait en juillet 1996, 2ème anniversaire de la devise nationale, le président Fernando Henrique Cardoso.

Avec l'ouverture de l'économie, les riches ont accès aux voitures importées et la classe moyenne aux appareils électro-ménagers importés. Elle voyage à l'étranger comme jamais elle ne l'a fait.

"Le real a apporté une meilleure distribution des revenus et a incorporé dix millions de pauvres à la consommation. Mais il a surtout stabilisé les revenus de qui a entraîné un boom du crédit (...) les banques sont davantage disposées à prêter de l'argent", déclare à l'AFP Marcelo Neri, chef du centre de politiques sociales de l'influente Fondation (indépendante) Getulio Varga

Mais, selon lui, ce boom a des effets pervers : "avec les produits importés, l'industrie nationale souffre de la concurrence pour laquelle elle n'est pas préparée et le chômage augmente".

En 1997, le chômage atteint un niveau record (8% officiellement, 20% selon l'Institut de recherches économiques appliquées (Ipea), lié au ministère du Plan) et la consommation commence à baisser de 5% l'an.

L'économiste du Parti des Travailleurs (PT-gauche), Guido Manteiga, souligne pour sa part que "la consommation est un reflet du niveau des revenus et de la croissance du PIB. De 94 à 97, explique-t-il, il y a eu une augmentation de 30% des revenus de la masse salariale. Pourtant, dès 95, la consommation a commencé à chuter en raison de la crise mexicaine".

"En 97, poursuit-il, c'est la crise asiatique et le real entre alors dans sa phase noire quand le gouvernement élève les taux d'intérêts à 42%".

Viennent ensuite les crises russe en 1998, puis brésilienne en 1999. Le président Cardoso, qui vient d'être réélu (octobre 1998) pour 4 ans est alors contraint, en janvier 99, de dévaluer le real de 40% pour relancer l'économie et stimuler les exportations. En novembre 98, le gouvernement avait eu recouru au FMI pour obtenir un prêt de 41,5 milliards de dollars. En échange, il s'engageait à réaliser un sévère ajustement fiscal. Le PIB croît alors de 0, seulement en 98 et de 1,2% en 99 (contre 5,8% en 1994).

Selon une étude de l'Ipea, citée par Guido Manteiga, "en 2000, la consommation est revenue au niveau antérieur à celui de 1994. De 98 à 99, le nombre des pauvres (gagnant moins de 1 USD par jour) a augmenté de 3,5 millions et est passé de 51 millions à 54,5 millions" (sur 170 millions d'habitants).

Pour M. Manteiga, le grand bénéfice du real a été le contrôle de l'inflation mais à un prix trop élevé : celui du déséquilibre des comptes internes (dette publique) et externes (balance des paiements) qui aurait pu être évité. "C'est une erreur d'avoir maintenu le real surévalué si longtemps : cela a rendu les exportations chères et facilité les importations ce qui a entraîné un déficit de la balance des opérations courantes", explique l'économiste du PT.

Pour couvrir ce trou, il fallait attirer les capitaux étrangers et le gouvernement a dû élever les taux d'intérêts, ce qui a fait doubler la dette publique du Brésil. "Elle est passée de 28% du PIB en 1994 à 51% du PIB cette année et elle devra encore augmenter", a conclu M. Manteiga.